



Rural Evaluation NEWS

LETTRE D'INFORMATION DU HELPDESK ÉVALUATION EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Perspectives des évaluateurs pour l'évaluation ex ante des plans stratégiques de la PAC

L'évaluation ex ante peut être considérée comme une feuille de route pour guider et soutenir l'élaboration d'un programme, grâce à une réflexion sur les expériences passées, en essayant de gérer les risques auxquels pourrait faire face le programme en cours de route. C'est le point de départ de la planification d'un nouveau programme dans toute politique.

Le rôle de l'évaluation ex ante dans la politique agricole est d'améliorer la qualité et la conception des plans stratégiques de la PAC. Elle établit également le point de départ de l'évaluation pendant la mise en œuvre du plan stratégique de la PAC. Les étapes clés du processus d'évaluation ex ante sont les suivantes :

- L'évaluation de l'analyse SWOT et des besoins pour chaque objectif spécifique ainsi que la hiérarchisation des besoins.
- L'évaluation de la stratégie d'intervention pour chaque objectif spécifique.
- L'évaluation des valeurs cibles et intermédiaires pour les objectifs spécifiques et à l'échelle du programme.

Une préparation et une planification minutieuses de chacune de ces étapes requièrent une équipe d'experts et de parties prenantes travaillant de concert et bénéficiant de l'expertise individuelle de chacun.



ACTUALITÉS

Nouvelles fiches de pratiques agricoles basées sur une méta-analyse documentaire des pratiques agricoles

PAGE 6



BONNES PRATIQUES

16^e atelier de bonnes pratiques: « Améliorer la gestion des données et les systèmes d'information aux fins des évaluations de la PAC »

PAGE 14



RETOUR AUX FONDAMENTAUX

Retour aux fondamentaux : LUCAS 2022 pour de meilleures évaluations environnementales

PAGE 18



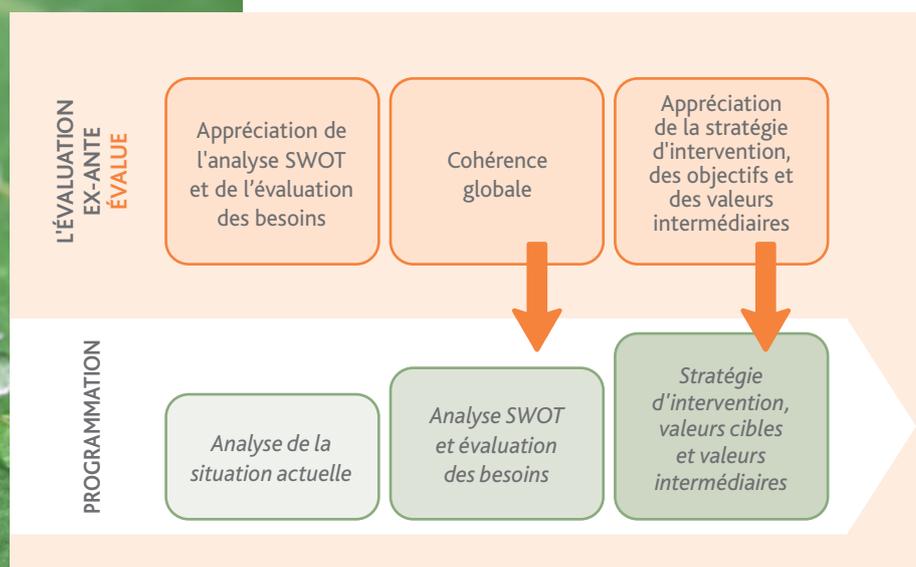
ÉVÉNEMENTS

Calendrier des événements passés et à venir

PAGE 20



Le Helpdesk Évaluation s'est entretenu avec des évaluateurs de divers États membres pour mieux comprendre les défis actuels liés à chacune de ces étapes et mieux connaître les solutions novatrices qu'ils utilisent pour tirer le meilleur parti des évaluations ex ante.



L'importance du processus ex ante

L'expérience des évaluateurs espagnols souligne que le processus de l'évaluation ex ante est tout aussi important que les résultats du travail, dont rend compte le rapport d'évaluation ex ante. Il est vivement recommandé de mener l'évaluation ex ante à la suite des étapes de la conception du plan stratégique de la PAC (par exemple, mener une évaluation ex ante de l'analyse SWOT et des besoins avant de concevoir les interventions, mener l'évaluation ex ante de la combinaison d'interventions sélectionnées avant de décider des indicateurs et autres). Cela permettra d'améliorer la qualité de la conception et de la mise en œuvre de l'intervention politique.

Ce que les évaluateurs apprennent les uns des autres et comment en faire un processus participatif

Pour mettre en œuvre les étapes ex ante, les évaluateurs des États membres ont suivi des approches relativement similaires, qui consistent à organiser des discussions, des ateliers thématiques, des événements sectoriels et à élaborer des outils internes pour l'évaluation. Une approche innovante à cet égard peut être trouvée en Autriche, où des échanges croisés ont été réalisés avec le Danemark pour l'élaboration de la stratégie d'intervention, ce



qui a permis à ces États membres d'échanger leurs expériences sur l'évaluation de la logique d'intervention, notamment une vérification de la cohérence et de la pertinence des indicateurs de résultat.

Une composante importante du processus d'évaluation ex ante est l'interaction entre l'autorité de gestion et les évaluateurs, ainsi que la participation active de divers partenaires. Les expériences de l'Espagne pour la période de planification 2014-2020 illustrent comment la collaboration étroite et le dialogue constructif entre l'autorité de gestion et les évaluateurs, fonctionnant comme une seule équipe et suivant une approche commune, ont contribué à la formulation de recommandations utiles qui peuvent être adoptées de manière réaliste par l'autorité de gestion afin d'améliorer la conception et la mise en œuvre du plan stratégique de la PAC.

En Allemagne, la communication constante entre l'autorité de gestion et les évaluateurs garantit un retour d'information opportun et utile lors de la conception du plan stratégique de la PAC. Parallèlement, l'équipe d'évaluation, qui rassemble des experts de différentes entités, utilise un processus interne croisé d'examen en vue d'établir des rapports de haute qualité. Ce processus se fonde sur des conceptions et des procédures communes définies dans un manuel d'évaluation.

L'expérience de la Finlande indique que le calendrier des préparatifs du plan stratégique de la PAC peut être important et qu'il est essentiel d'associer de nombreux acteurs et organisations à différents stades afin que les parties prenantes aient toute latitude pour apporter leurs contributions. La participation active des partenaires est particulièrement importante afin d'obtenir

une représentation équilibrée dans les ateliers et les groupes de travail. La Finlande a réussi à inclure des représentants de tout le pays et des acteurs de différents milieux sociaux dans ses groupes de travail pour la planification, tout en réalisant en parallèle une vaste enquête auprès des parties prenantes et des entretiens avec des experts – analyse des documents et des indicateurs dans le cadre de l'évaluation ex ante. Cette année, en raison des circonstances de la pandémie, les réunions ont été organisées en ligne, ce qui a facilité la participation des représentants régionaux en Finlande. La numérisation a donc amélioré les possibilités de participation dans le contexte finlandais.

La Commission européenne (CE) est également une partie prenante clé dans les évaluations ex ante. Les discussions avec les responsables administratifs et géographiques de la CE peuvent également contribuer à l'amélioration de la conception. Les évaluateurs espagnols ont constaté que la communication entre la CE et l'équipe de l'autorité de gestion et des évaluateurs permet de comprendre les besoins mutuels et de clarifier le contenu des recommandations de la CE, afin qu'elles puissent être plus facilement prises en compte dans la conception des plans stratégiques de la PAC.

Ajout de piliers et de régions

L'un des principaux défis auxquels les évaluateurs ex ante sont confrontés est la portée plus large du plan stratégique de la PAC, qui comprend des interventions de type pilier I et pilier II. Cela peut représenter une difficulté pour des évaluateurs qui n'ont pas forcément beaucoup d'expérience en matière d'évaluation ex ante des interventions au titre du premier pilier, où l'aide au revenu reste l'élément principal de ces interventions. Les évaluateurs autrichiens tentent de relever ce défi par une analyse approfondie

visant à comprendre les relations entre les éléments constitutifs du plan stratégique de la PAC. Par conséquent, le lien entre l'analyse SWOT et la hiérarchisation des besoins pour chaque objectif spécifique a permis d'établir les preuves sur lesquelles les interventions sont ensuite sélectionnées, qu'elles soient issues du premier ou du deuxième pilier. Dans le cas de l'Autriche, les groupes de travail techniques chargés de la planification tentent de déterminer la combinaison d'interventions la plus appropriée pour répondre aux besoins recensés, sur la base des preuves fournies, sans penser spécifiquement en termes de pilier I ou II, et les évaluateurs fournissent un retour d'information aux groupes de travail techniques pour les aider à mieux comprendre les nouveaux principes et éléments clés. L'autorité de gestion peut ainsi élaborer une stratégie d'intervention rigoureuse.

Un autre défi, qui concerne plus particulièrement les États membres régionalisés, est l'intégration des PDR régionaux des années précédentes dans un plan national unique. Les évaluateurs espagnols ont travaillé en étroite collaboration avec l'autorité de gestion pour prendre en compte les spécificités régionales et les analyser dans des groupes de travail avec des représentants des autorités régionales. Ce processus a permis d'intégrer les résultats de ces ateliers à l'analyse nationale. Pour la période de planification actuelle, l'évaluateur ex ante en Espagne a joué un rôle clé en évaluant si toutes les spécificités régionales pertinentes ont été prises en compte dans l'analyse SWOT et l'évaluation des besoins, avant de procéder à la sélection des interventions.

Comprendre l'ensemble de ces besoins

L'évaluation ex ante de la conformité du plan stratégique de la PAC aux ambitions accrues dans le domaine environnemental constitue également un véritable défi. L'analyse doit renvoyer explicitement aux plans nationaux ou aux instruments législatifs en matière d'environnement et de climat, et la hiérarchisation des besoins est essentielle à cet égard. Les évaluateurs allemands ont proposé d'établir une distinction entre l'importance globale d'un besoin et sa pertinence pour le plan stratégique de la PAC. Leur raisonnement est que certains besoins importants ne sont pas nécessairement pertinents pour le plan stratégique de la PAC, car ils peuvent être traités, avant tout, par d'autres instruments et règlements. Pour garantir une hiérarchisation rigoureuse des besoins du point de vue de l'importance globale, les évaluateurs allemands ont proposé les critères suivants :

- L'ampleur du problème sous-jacent.
- L'urgence (conséquences irréversibles imminentes).
- Des obligations légales ou politiques.
- La pertinence pour la fourniture de biens publics.
- Les interactions avec d'autres besoins (positives ou négatives).

Les évaluateurs en Autriche ont également indiqué à quel point il est important que la hiérarchisation des besoins montre si

l'État membre a tenu compte des politiques européennes (par ex. les objectifs du pacte vert). Les évaluateurs ex ante en Autriche ont utilisé les trois principaux critères suivants pour évaluer la hiérarchisation des besoins de manière systématique :

- La nécessité d'agir (par ex. l'importance ou l'urgence du besoin).
- L'adéquation du plan stratégique de la PAC pour répondre au besoin (par ex. la mesure dans laquelle le plan stratégique de la PAC contribue à répondre au besoin et la pertinence d'autres instruments pour répondre au même besoin).
- La pertinence politique du besoin (par ex. le niveau de conformité avec les stratégies européennes ou nationales ou avec le programme du gouvernement).

Tant d'indicateurs, si peu de temps, et définir des objectifs réalistes

L'étape suivante du processus, après la hiérarchisation des besoins, est la conception de la stratégie d'intervention et la définition des objectifs. La stratégie d'intervention est une étape cruciale dans la conception du plan stratégique de la PAC, au cours de laquelle les États membres font leurs choix stratégiques sur ce qu'ils veulent réaliser avec leurs plans stratégiques et de quelle manière. La stratégie d'intervention est une réponse logique aux besoins et à l'importance relative des différents besoins dans le contexte national/régional spécifique de l'État membre. Cette étape n'est pas exempte de difficultés, la première et la plus importante étant de savoir comment évaluer si les valeurs cibles des indicateurs de résultats sont réalistes.

L'expérience autrichienne de l'évaluation ex ante indique certains défis spécifiques qu'elle relève en ce qui concerne l'évaluation des indicateurs et de leurs valeurs cibles. Le premier défi a été la définition ou la sélection des indicateurs de résultats, qui ont été choisis par des groupes de travail techniques. Les évaluateurs ex ante ont fourni un retour d'information sur la pertinence des indicateurs de résultats et ont examiné le caractère de ces indicateurs, tout en essayant de faire prendre conscience de l'adéquation de chaque indicateur. Le deuxième défi auquel les évaluateurs autrichiens ont été confrontés est de savoir comment évaluer les multiples liens entre les besoins et les interventions et les interventions et les indicateurs. Par exemple, certains objectifs spécifiques en Autriche comptent 20 à 30 interventions associées à chacun d'eux. Illustrer ces liens est une tâche potentiellement très complexe, mais réalisable à l'aide d'outils tels que des matrices. En outre, une intervention peut être liée à plusieurs besoins, objectifs spécifiques et indicateurs de résultats, ce qui peut rendre le suivi futur très complexe. En Autriche, l'équipe d'évaluation tente de sensibiliser les groupes de travail techniques, en soulignant qu'ils devraient affecter les interventions à des objectifs spécifiques auxquels elles peuvent apporter une contribution directe¹ et significative, évitant ainsi les approches générales dans lesquelles les interventions contribuent



Envoyez
vos questions à :
info@ruralevaluation.eu

à de nombreux objectifs spécifiques. Enfin, chaque valeur cible doit être définie pour chaque indicateur de résultat en tenant compte du fait qu'il peut exister différentes valeurs cibles pour l'indicateur dans le cadre de chaque objectif spécifique. L'Autriche élabore actuellement une méthode selon laquelle la valeur cible globale d'un indicateur de résultat est un composite des valeurs cibles partielles de toutes les interventions contribuant au projet (provenant de différents objectifs spécifiques).

En Finlande, les évaluateurs déterminent si les valeurs cibles sont réalistes pour atteindre les objectifs en faisant le point sur les enseignements tirés des périodes de mise en œuvre passées. Par exemple, les évaluateurs s'efforcent de décoder le profil de mise en œuvre d'interventions similaires de la période passée, afin de savoir comment une mesure fonctionne et comment elle pourrait influencer le comportement des exploitants (vitesse d'absorption, goulets d'étranglement identifiés et conditions externes) dans la période de planification suivante.

Si les enseignements tirés des expériences passées peuvent contribuer à la planification d'interventions similaires, un défi plus important auquel les évaluateurs font face est celui de l'évaluation des cibles des nouvelles interventions. Dans ce cas, les évaluateurs devraient vérifier des études ou d'autres recherches afin de mieux estimer le « coût unitaire » d'une intervention nouvelle. Cela peut devenir encore plus complexe dans les États membres régionalisés,

c'est pourquoi les évaluateurs allemands ont-ils mis au point un outil permettant de vérifier la plausibilité des chiffres régionaux en même temps que l'agrégat national.

Un dernier message qui vous est présenté par la communication

Enfin et surtout, la communication des résultats de l'évaluation ex ante doit être clairement communiquée à l'autorité de gestion, non pas à la fin de l'évaluation ex ante mais tout au long du processus. La remise du rapport ex ante ne constitue pas l'objectif principal de l'évaluation. Pour que celle-ci soit vraiment utile, les évaluateurs doivent formuler des commentaires et des recommandations à l'autorité de gestion à toutes les étapes du processus de programmation. Ce n'est qu'en gardant cela à l'esprit qu'un plan stratégique de la PAC de qualité et extrêmement rigoureux pourra être réalisé et conçu de manière optimale pour répondre aux besoins les plus pressants des territoires et des populations qu'il couvre. ■

Dernières nouvelles !
Accord politique sur la nouvelle politique agricole commune : plus équitable, plus écologique et plus flexible

1. La contribution directe signifie que l'intervention est explicitement prévue pour contribuer à l'objectif.



 **Nouvelles fiches de pratiques agricoles** basées sur une méta-analyse documentaire des pratiques agricoles

Le Centre commun de recherche (CCR) de la Commission européenne procède actuellement à un examen systématique approfondi de plus de 50 pratiques agricoles afin de mieux comprendre l'impact de ces pratiques sur l'environnement et le climat. Cette initiative aidera les États membres à mieux planifier leurs interventions, à quantifier leurs résultats et à les relier aux objectifs de la PAC pour l'avenir.

Collaboration pour contribuer à un avenir meilleur grâce à iMAP4Agri

iMAP4Agri est un accord administratif entre la DG AGRI et le CCR. Il sert à compléter les activités traditionnelles qui ont eu lieu les années précédentes (par ex. modélisation, estimations/conférences sur les perspectives, études).

Les objectifs de cette activité sont les suivants :

- Rassembler les preuves scientifiques disponibles sur les questions environnementales et climatiques.
- Clarifier la logique d'intervention, les impacts attendus, les liens de causalité et la quantification entre les pratiques agricoles environnementales et climatiques et les objectifs de la PAC.
- Améliorer ou élaborer des indicateurs, des méthodologies pour la modélisation, les analyses d'impact, le suivi et les évaluations.

Quelques-unes des principales activités menées dans le cadre de ces objectifs :

- Analyse systématique de la littérature scientifique :
 - Matrice avec impacts des pratiques agricoles - objectifs.
 - Fiches reprenant les résultats disponibles dans les méta-analyses publiées.
 - Typologies des pratiques agricoles.
 - Méthodologies des indicateurs de résultat et d'impact.
- Établir un inventaire des données, des indicateurs et de la législation.
- Élaboration de nouveaux indicateurs (par ex. I.20 Particularités topographiques et I.9 Résilience) et méthodologies (éviter le double comptage des zones pour les indicateurs de réalisation et de résultat).

Principaux utilisateurs de cette activité :

- La DG AGRI et d'autres unités/collègues de la DG travaillant sur les questions environnementales.
- Les responsables administratifs et géographiques qui évalueront les plans de la PAC.
- Les collègues des États membres travaillant sur les plans de la PAC.
- Les utilisateurs externes tels que les évaluateurs, les chercheurs, etc.

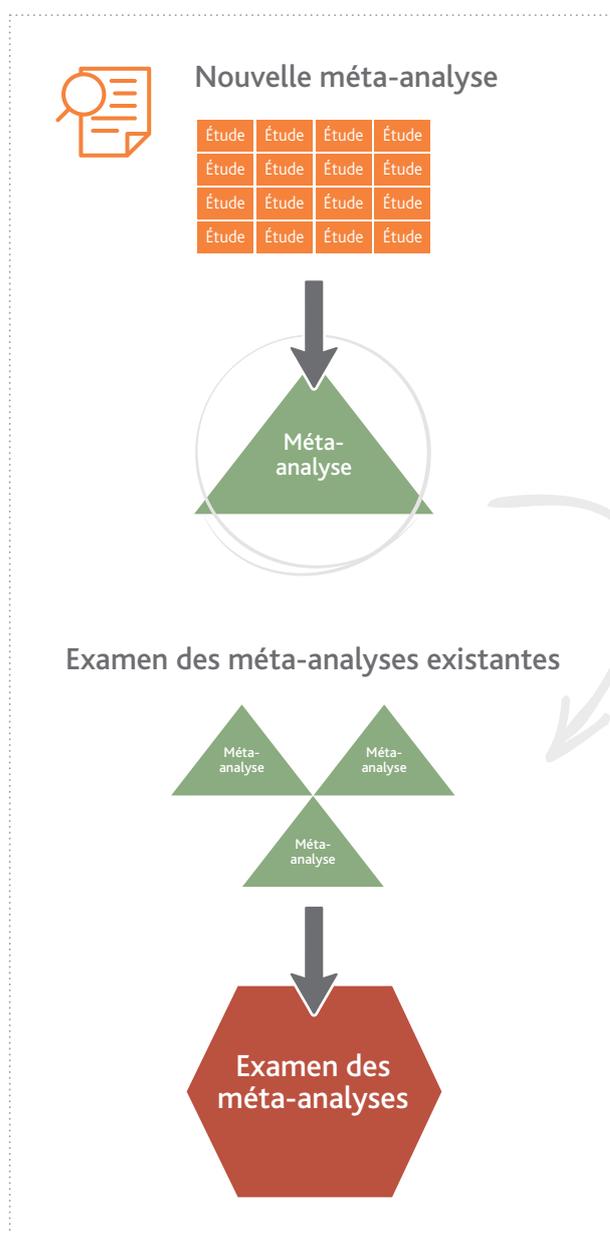
Défis et étapes pour une meilleure classification des typologies de pratiques agricoles

Actuellement, les possibilités d'identifier et de communiquer des informations ciblées sur les pratiques agricoles financées dans le cadre de la PAC sont limitées (par ex. la désagrégation est insuffisante). En outre, il n'existe pas de système permettant d'harmoniser la classification des pratiques et leurs liens avec les objectifs de la PAC.

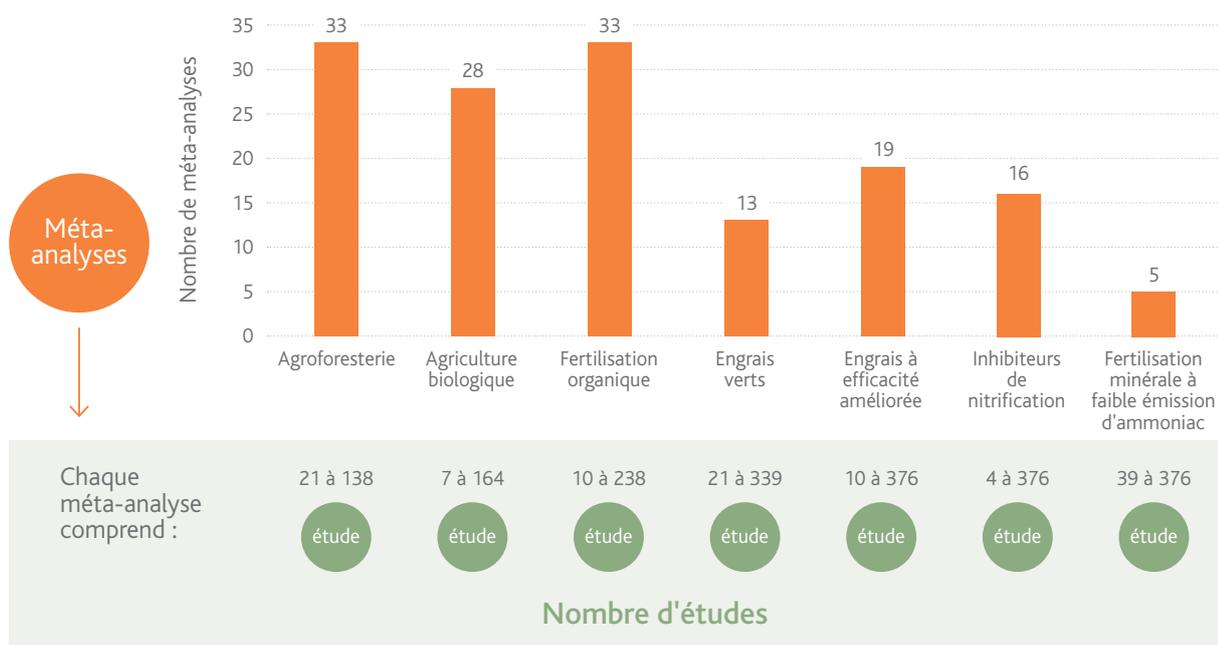
Les travaux du CCR contribueront à améliorer cette situation pour la prochaine période de planification, grâce à leur examen

systématique des preuves scientifiques disponibles sur toutes les pratiques agricoles actuelles, qui vise à fournir des définitions communes et à définir une liste claire de pratiques adaptées à l'ensemble de la PAC (conditionnalité, programmes écologiques, engagements de gestion, investissements non productifs, etc.). Après approbation des plans stratégiques de la PAC, la DG AGRI sera en mesure d'appliquer le système de classification normalisé et de rendre compte des questions suivantes, en utilisant également les informations dans les évaluations et les modèles :

- Combien de plans stratégiques de la PAC ont appliqué une pratique ?
- Adhésion du point de vue des zones et estimation éventuelle des impacts probables.



Nombre de méta-analyses



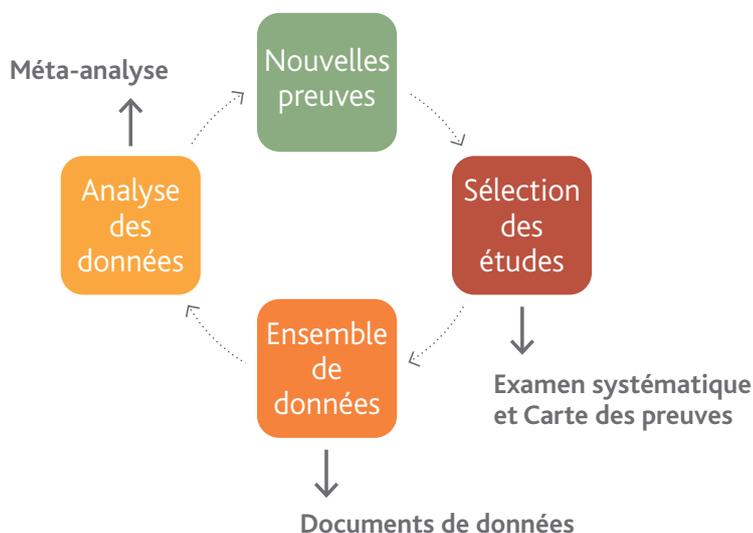
Une méta-analyse détaillée pour mieux comprendre l'impact des pratiques agricoles

Afin de comprendre de façon scientifiquement rigoureuse les implications des différentes pratiques agricoles, le CCR a examiné les preuves scientifiques disponibles dans les méta-analyses publiées afin de procéder à une évaluation rigoureuse et impartiale des effets des pratiques agricoles sur les impacts environnementaux et climatiques. Une méta-analyse illustre une analyse statistique des résultats d'un grand nombre d'expériences sur le terrain mentionnés dans différents articles scientifiques. Une revue systématique des méta-analyses reprend les résultats de plusieurs méta-analyses publiées, incluant ainsi la quasi-totalité des connaissances disponibles sur un sujet donné.

Lors de la révision des méta-analyses, la qualité de chaque méta-analyse est également vérifiée sur la base d'une liste de critères stricte. Dans la figure ci-dessous, par exemple, les impacts environnementaux/climatiques de l'agroforesterie sont évalués en utilisant 33 méta-analyses ; chacun d'entre eux reprend quantitativement les résultats de plusieurs études scientifiques individuelles (de l'ordre de 21 à 138).

Ce type de synthèse impartiale des connaissances est essentiel, car les expériences, les observations et les études fournissent des preuves parfois divergentes sur les effets des pratiques agricoles, et il est nécessaire de synthétiser leurs résultats afin de prendre de meilleures décisions politiques. Si une étude individuelle peut être révélatrice, une méta-analyse de plusieurs études peut permettre de tirer des conclusions plus rigoureuses. En outre, les approches

Cercle vertueux d'une méta-analyse



fondées sur les opinions d'experts peuvent souvent pêcher par un risque élevé de partialité, sans analyse formelle de ce qui est connu et sans identification fiable des lacunes dans les connaissances. C'est pourquoi des revues systématiques de l'ensemble des expériences disponibles et une synthèse globale de leurs résultats sont essentiels pour une prise de décision fondée sur la science.

Fiches de pratiques agricoles

Ces fiches sont l'aboutissement d'un important volume de preuves issues de nombreuses expériences menées dans les États membres sur les pratiques agricoles et de la méta-analyse approfondie décrite ci-dessus. Ces preuves sont rapportées dans différentes fiches, qui contiennent les informations suivantes :

1. Description de la pratique agricole.
2. Description des impacts.
3. Description des principaux facteurs d'influence.
4. Mise en œuvre en 2014-2020.
5. Photos.
6. Liens vers d'autres informations complémentaires.
7. Liste des méta-analyses utilisées.

Chaque fiche peut être divisée en trois niveaux :

1. Général (tous les impacts).
2. Thèmes environnementaux ou climatiques spécifiques (impact unique).
3. Résumés des méta-analyses examinées.

Les fiches contribueront utilement à une meilleure programmation des plans stratégiques de la PAC en permettant :

- De déterminer les pratiques agricoles les plus appropriées pour atteindre des objectifs climatiques et environnementaux spécifiques (définis dans l'analyse SWOT et l'évaluation des besoins).
- De fournir une référence pour la comparaison entre les États membres et les responsables géographiques.

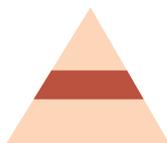
- De recueillir des informations sur les facteurs biogéographiques, climatiques et de gestion qui influent sur les effets sur l'environnement, le climat et le rendement des cultures.

Ces fiches sont mises à la disposition des autorités de gestion des États membres et d'autres parties prenantes par le biais d'un wiki en ligne¹.

Messages à retenir pour les évaluations des mesures du PDR au niveau des États membres ou des régions

- Le calcul des indicateurs (par ex. d'émissions) doit être fondé sur des preuves, plutôt que sur des données d'experts ou de projets individuels.
- Les lacunes dans les connaissances doivent être recensées sur la base des preuves disponibles. Les actions régionales/nationales de recherche et de surveillance doivent viser à combler ces lacunes, tout en évitant de répéter les efforts lorsque des preuves sont déjà disponibles.
- Les agences régionales/nationales de recherche et de surveillance devraient communiquer leurs données sous des formes standardisées dans des bases de données.
- Les données peuvent être utilisées dans une méta-analyse pour obtenir des preuves.
- Des bases de données locales de preuves expérimentales issues d'études devraient être créées. ■

Pour en savoir plus sur la méta-analyse des pratiques agricoles et voir des exemples, parcourez la présentation, [« Les effets des pratiques agricoles sur l'environnement » du 14^e atelier des bonnes pratiques du Helpdesk.](#)



FICHE GÉNÉRALE - Tous les impacts

FICHE
UNIQUE
Séquestration
du carbone

FICHE
UNIQUE
Biodiversité

FICHE
UNIQUE
Fertilité
des sols

FICHE
UNIQUE
etc...

RÉSUMÉS
Séquestration
du carbone

RÉSUMÉS
Biodiversité

RÉSUMÉS
Fertilité des
sols

RÉSUMÉS
etc...

1. L'accès au wiki peut être demandé par courriel à IRC-WIKI-CAP-SP@ec.europa.eu à condition de disposer déjà d'un identifiant européen. Les utilisateurs qui n'en ont pas doivent d'abord créer et ouvrir un compte européen via https://ecas.ec.europa.eu/cas/manuals/EU_Login_Tutorial.pdf. Le lien vers le wiki, disponible une fois autorisé, est <https://webgate.ec.europa.eu/fpfis/wikis/display/IMAP/Home>.





Lancement de la **banque de connaissances sur l'évaluation**

Dans le cadre de son 9^e groupe de travail thématique « Projets de recherche visant à améliorer les données pour l'évaluation de la PAC », le Helpdesk Évaluation, en collaboration avec la DG AGRI, a lancé un outil interactif : « la banque de connaissances sur l'évaluation ».

L'objectif de la banque de connaissances est de fournir un aperçu des différents résultats établis dans les initiatives et les projets à l'échelle de l'UE et des États membres en ce qui concerne les infrastructures de données et l'utilisation des données. En outre, il propose un guide succinct sur l'utilisation potentielle, indiquant comment ces résultats pourraient être utilisés pour le suivi et l'évaluation de la PAC.

Des données nouvelles et innovantes pour vos évaluations !

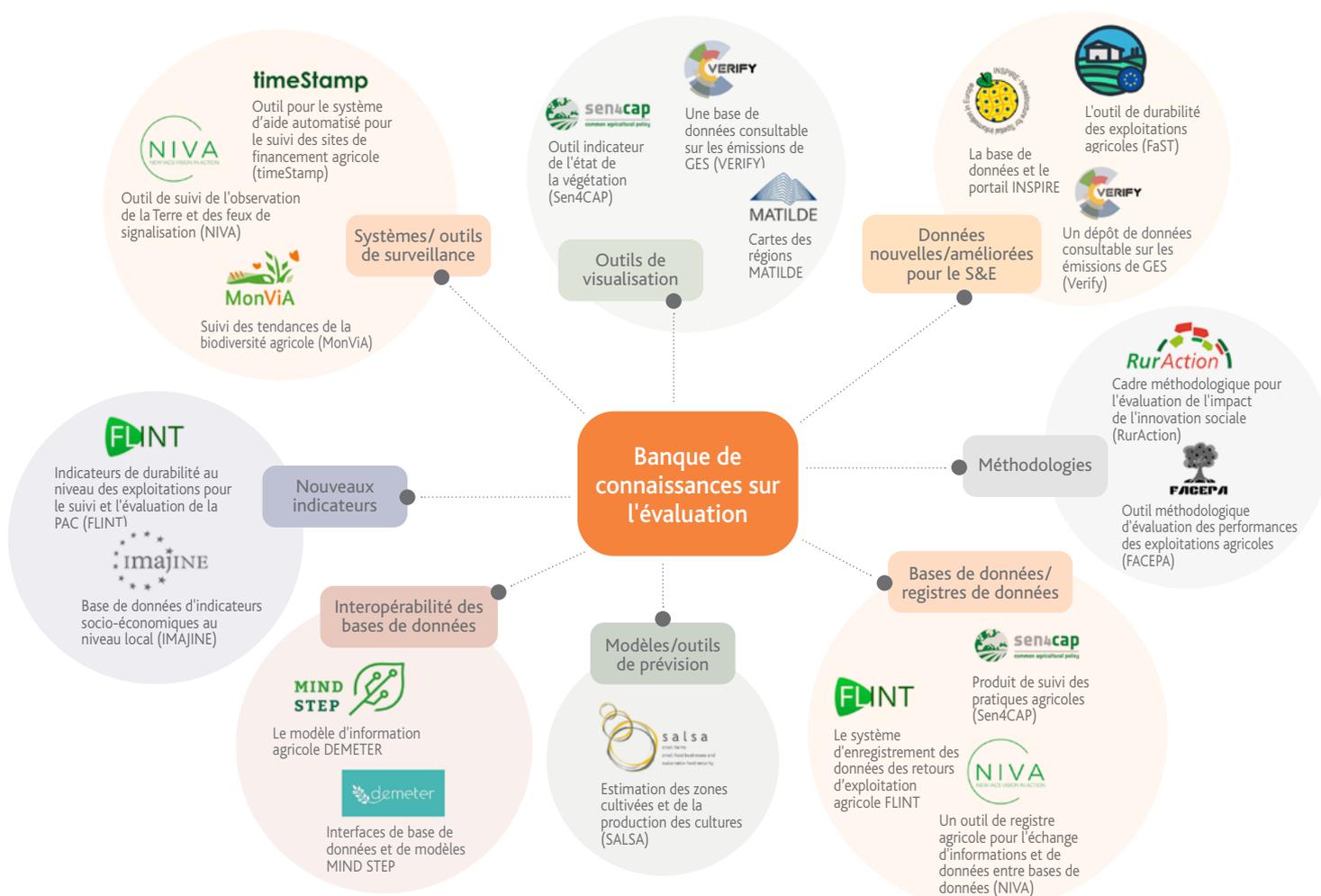
Des données de haute qualité, précises et actualisées sont essentielles pour une évaluation rigoureuse des politiques. La disponibilité des données pour les évaluations est également déterminée par la manière dont les données sont collectées, stockées et gérées. La banque de connaissances sur l'évaluation fournit des aperçus de divers travaux réalisés ou en cours par des chercheurs, des fournisseurs de données, des experts en haute technologie et des innovateurs en collaboration avec des utilisateurs de données pour améliorer l'infrastructure des données en introduisant des méthodes innovantes de collecte de données, en modernisant la gestion des données et en améliorant leur interopérabilité.

La banque de connaissances sur l'évaluation propose :

- Des outils permettant la collecte et le suivi des données et assurant leur interopérabilité.
- Des cartes et des appareils de détection qui utilisent des données d'observation de la terre.
- Des modèles économétriques spatiaux.
- Des solutions méthodologiques et des instruments pouvant servir à évaluer les performances des exploitations et l'innovation sociale.
- Des indicateurs pouvant servir à mesurer divers aspects de la durabilité dans l'agriculture et le développement rural.
- Et bien d'autres.



Figure 1: Exemples de résultats de projets dans la banque de connaissances sur l'évaluation



Ces outils innovants ont été créés, étudiés, testés, prototypés et proposés pour une utilisation plus large par divers projets et initiatives à l'échelle de l'UE et des États membres, tels que : Sen4CAP, FLINT, NIVA, MonVia, RurAction, INSPIRE, SIMRA et bien d'autres. Bien qu'ils n'aient pas été spécifiquement conçus dans une optique d'évaluation, ces projets apportent des connaissances significatives et des résultats utiles qui ont le potentiel de soutenir le suivi et l'évaluation de la PAC.

Spécialement adapté pour le suivi et l'évaluation de la PAC

Les experts du groupe de travail thématique ont effectué une analyse approfondie des résultats des projets sélectionnés disponibles dans la « banque de connaissances sur l'évaluation » et ont élaboré un guide succinct pour chacun d'entre eux afin de déterminer et de mettre en évidence leur pertinence et leur utilisation potentielles pour le suivi et l'évaluation de la PAC.

Parmi ces solutions innovantes, citons la manière dont les données disponibles peuvent être utilisées pour des estimations et des évaluations au niveau macro (par ex. la consommation d'eau) ou les données qui pourraient être utilisées pour compléter l'arrière-plan, par exemple, du point de vue du contexte territorial

et sociodémographique, y compris les données de référence (pertinentes pour un développement territorial équilibré). Pour d'autres résultats du projet, les experts soulignent divers aspects de transférabilité qui doivent être pris en compte, comme l'accès aux données et la convivialité des résultats.

À ce jour, la banque de connaissances sur l'évaluation contient plus de 40 résultats issus d'une variété de projets, et d'autres seront inclus à l'avenir, car le Helpdesk Évaluation continue d'étudier et d'analyser divers projets et initiatives en cours. Pour faciliter une sélection plus ciblée et axée sur les besoins des informations recueillies dans la banque de connaissances sur l'évaluation, tous les résultats peuvent être filtrés par diverses catégories prédéfinies qui permettent de les relier au contexte de l'évaluation de la PAC et aux besoins en données connexes. Les résultats et les projets peuvent être filtrés par :

- Projet.
- Objectif pertinent de la PAC.
- Système de collecte de données utilisé.
- Approches d'évaluation associées.
- Type de résultats.
- Couverture territoriale.
- Échelle spatiale.



Par exemple, un utilisateur peut sélectionner des projets ou des résultats spécifiques qui peuvent contribuer à l'évaluation d'un objectif spécifique de la PAC. D'autres filtres permettent à l'utilisateur de sélectionner facilement les résultats en fonction des systèmes de collecte de données utilisés (par ex. SIGC/SIPA, RICA, Copernicus, statistiques nationales, collecte de données ad hoc). Si les utilisateurs filtrent par les systèmes de collecte de données, le RICA, ils trouveront au moins neuf résultats de différents projets qui utilisent le RICA comme source de données (un outil de registre des exploitations agricoles pour l'échange d'informations et de données entre les bases de données (NIVA), le modèle d'information agricole DEMETER et des données complémentaires utilisant les normes RICA du système d'enregistrement des données de retour des exploitations agricoles de FLINT, etc.). Une autre façon pour les utilisateurs de classer les projets ou les résultats est l'approche d'évaluation (par ex. l'analyse de scénario, l'analyse des coûts et des avantages, ex ante, l'évaluation en cours ou ex post des impacts). Dans ce cas, les utilisateurs trouveront plus de dix résultats qui peuvent être utilisés pour l'analyse d'impact en cours, car ils peuvent faciliter la collecte rapide et l'accès aux données en temps opportun.

Un avenir brillant et innovant

Le groupe de travail thématique poursuivra ses travaux avec des experts et d'autres parties prenantes afin d'examiner davantage comment les connaissances accumulées dans la banque de connaissances sur l'évaluation peuvent être transférées pour une meilleure utilisation des données pour l'évaluation de la PAC. Des orientations sur l'utilisation potentielle de divers résultats de projets pour le suivi et l'évaluation de la PAC seront élaborées et complétées par des recommandations plus pratiques, des exemples et des conseils pratiques pour l'utilisation.

Le Helpdesk Évaluation vous encourage à visiter la banque de connaissances sur l'évaluation en ligne et à explorer davantage :

- Quels sont les résultats des projets que vous trouvez les plus essentiels et les plus pertinents pour l'évaluation de la PAC dans votre État membre ?
- Comment ces résultats pourraient-ils soutenir l'évaluation de la PAC dans votre État membre ?

Étant donné que la banque de connaissances sur l'évaluation sera constamment mise à jour, le Helpdesk Évaluation vous encourage également à partager :

- Quels sont les défis possibles pour appliquer les résultats du projet sélectionné dans votre État membre ?
- Quel type d'information fait encore défaut dans la banque de connaissances sur l'évaluation ?

Nous sommes heureux de recevoir vos commentaires sur la banque de connaissances sur l'évaluation à l'adresse info@ruralevaluation.eu ■

Qu'est-ce que la banque de connaissances sur l'évaluation en bref ?

- ✓ Une collecte complète et consultable de résultats des projets existants de l'UE/des États membres liés aux données, qui sont regroupés en un seul endroit.
- ✓ Des descriptions de résultats de projets et un guide succinct sur leur utilisation potentielle pour le suivi et l'évaluation de la PAC



Explorez la banque de connaissances sur l'évaluation dès MAINTENANT !

Nouveaux sujets et formats pour les événements annuels de renforcement des capacités EvaluationWORKS ! 2021

Le Helpdesk Évaluation du REDR organise des événements annuels de renforcement des capacités, EvaluationWORKS ! dans chaque État membre afin de renforcer les capacités d'évaluation. Ces événements offrent aux acteurs de l'évaluation de chaque État membre des occasions précieuses de déterminer et d'examiner des défis auxquels ils ont été confrontés et de proposer des solutions potentielles afin d'améliorer leur capacité d'évaluation pour l'avenir. Ces ateliers sont organisés dans la langue locale de chaque État membre.

Les besoins des États membres en matière de renforcement des capacités avant la fin de la période de programmation sont divers, c'est pourquoi le Helpdesk Évaluation a créé un format flexible pour permettre aux États membres d'adapter les événements à leurs besoins. Les États membres peuvent enrichir leur capacité d'évaluation en choisissant des sujets en rapport avec :

- **Plans d'évaluation - expériences et perspectives d'avenir :**

Les événements axés sur ce thème traiteront de l'utilisation des plans d'évaluation comme outil pour structurer, gérer et piloter les évaluations, notamment une réflexion sur la manière de mieux planifier les systèmes de gestion des données pour améliorer l'évaluation de la PAC à l'avenir.

- **De meilleures données pour évaluer la PAC :**

Se procurer des données d'évaluation de qualité suffisante est l'une des principales préoccupations des États membres. En choisissant ce sujet, les participants aux événements EvaluationWORKS ! examineront ensemble des questions telles que, « Comment faire un meilleur usage du RICA pour les évaluations futures ? » et « Quelles sont les connaissances issues des projets de recherche au niveau européen qui peuvent inspirer une gestion innovante des données à des fins d'évaluation ? » La documentation de référence pour ces événements sera liée à d'autres activités du Helpdesk Évaluation, en particulier le groupe de travail thématique le plus récent.

- **Comment faire face aux changements contextuels liés au suivi et à l'évaluation :**

Les États membres peuvent également utiliser les événements EvaluationWORKS ! comme forum pour examiner comment les évolutions contextuelles tels que la COVID-19, les fonds de l'instrument de relance et la période de transition influencent l'architecture d'évaluation et les méthodologies qui seront utilisées pour l'évaluation.

Globalement, l'objectif des ateliers est de renforcer les capacités d'évaluation des États membres en faisant le point sur leurs expériences de la période de programmation actuelle afin de mieux les servir et les préparer pour la prochaine.

Outre les événements annuels réguliers de renforcement des capacités, les États membres peuvent opter pour un nouvel atelier innovant d'apprentissage par les pairs axé sur l'un des sujets proposés. Ces séminaires d'apprentissage par les pairs offriront une plateforme d'échange à deux ou plusieurs États membres, leur permettant de partager leurs précieuses expériences et leurs défis afin de mieux s'entraider à l'avenir. Outre cette approche collective du renforcement des capacités, certains de ces ateliers transnationaux bénéficieront de la présence d'un expert thématique, qui aidera les États membres à déterminer les solutions possibles à leurs préoccupations spécifiques.

Le public cible des événements annuels de renforcement des capacités comprend les autorités de gestion des PDR, les unités d'évaluation des ministères responsables des PDR, les fournisseurs de données pour l'évaluation, les organismes payeurs, les réseaux ruraux nationaux, les parties prenantes qui s'occupent du Pilier I de la PAC, les évaluateurs, ainsi que les responsables administratifs de la Commission européenne. ■



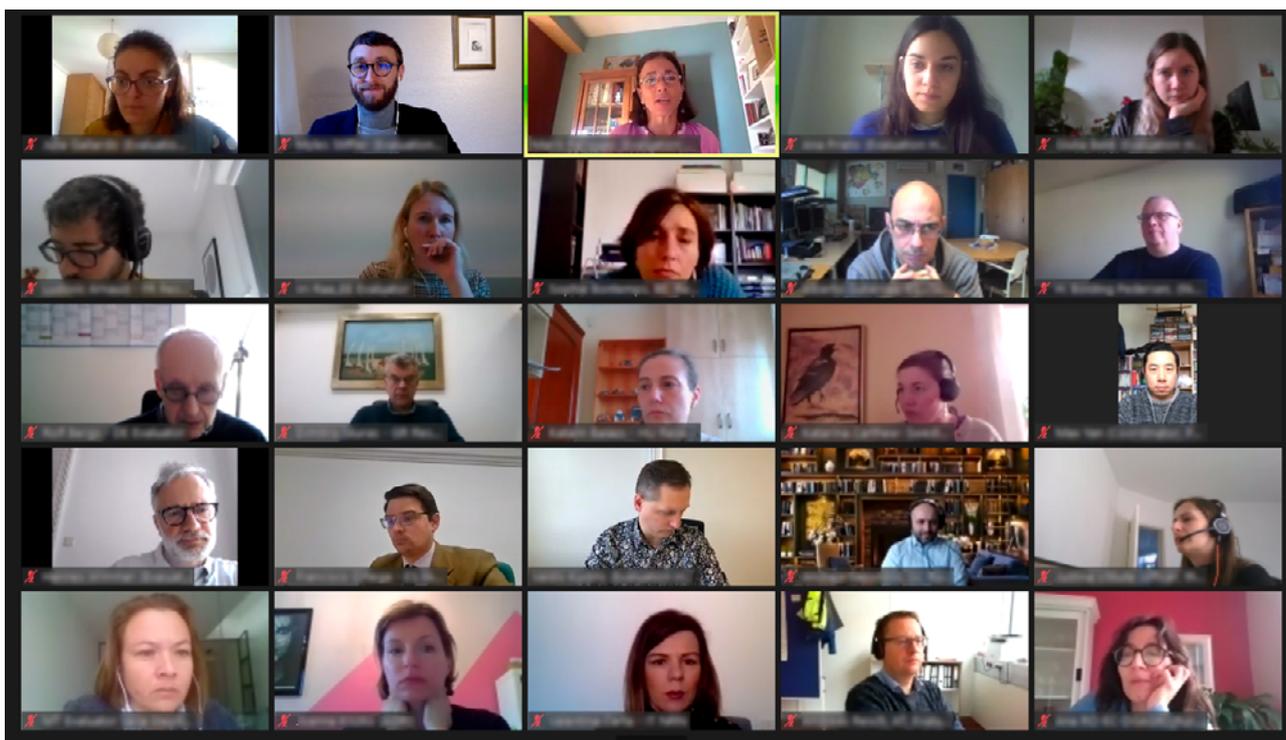
En savoir plus sur
[EvaluationWORKS! 2021 Events](#)





16^e atelier de bonnes pratiques: « Améliorer la gestion des données et les systèmes d'information aux fins des évaluations de la PAC »

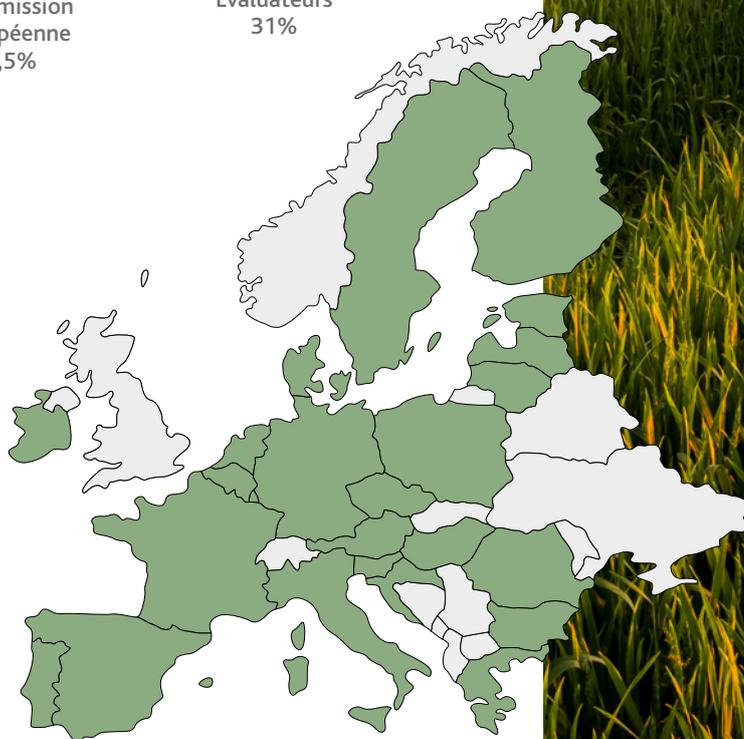
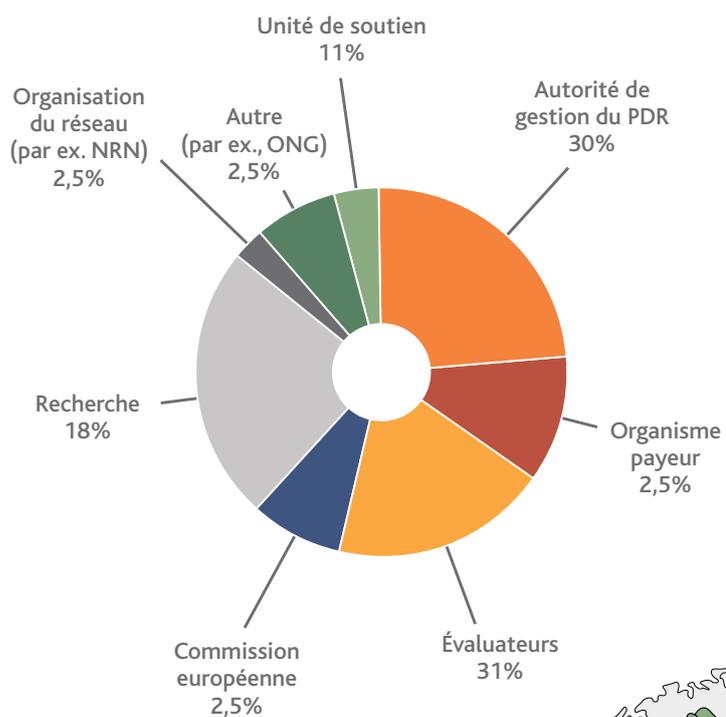
Le 16^e atelier de bonnes pratiques du Helpdesk Évaluation sur « l'amélioration de la gestion des données et des systèmes d'information aux fins d'évaluation », a eu lieu en ligne les 16 et 17 mars 2021. Il a rassemblé 119 participants de 26 États membres de l'UE, notamment des autorités de gestion des PDR, des évaluateurs, des représentants de la Commission européenne, des chercheurs, des réseaux ruraux nationaux et d'autres parties prenantes de l'évaluation. L'objectif général de l'atelier était de se pencher sur des expériences innovantes en matière de gestion des données et de systèmes d'information à des fins d'évaluation dans le contexte de la PAC. L'atelier a examiné les projets au niveau de l'UE qui traitent de l'infrastructure, de la collecte et du suivi des données, dans le but d'identifier leur pertinence et leur utilité pour l'évaluation.



La première journée de l'atelier s'est axée sur les expériences des projets au niveau de l'UE apportant de l'innovation dans les systèmes de gestion des données. Cela inclut le SIGC, notamment par le biais des projets Sentinelles pour la politique agricole commune (Sen4CAP) et la nouvelle vision en action du SIGC (NIVA). Des exemples d'application pratique des projets ont été présentés par Castilla y León (Espagne) et le Danemark en ce qui concerne l'utilisation des produits Sen4CAP et par la France en ce

qui concerne le travail sur les indicateurs agro-environnementaux dans le cadre du projet NIVA. La deuxième journée a rassemblé les expériences de projets au niveau de l'UE visant à améliorer la portée et la qualité des indicateurs d'évaluation de la PAC. Il s'agissait notamment des projets « *Farm-level Indicators for New Topics* » (FLINT) et des cadres de suivi et d'évaluation de la politique agricole commune (MEF4CAP), ainsi que des expériences pratiques de l'Irlande et de la Hongrie.

Figure 1: Participants par rôle et par État membre



Les bases de données SIGC et RICA sont couramment utilisées pour l'évaluation.

Sen4CAP fournit des informations tirées des données Sentinelles pour constituer des ensembles de données plus importants, tandis que NIVA introduit de nouvelles innovations numériques dans les systèmes SIGC, pertinentes pour le suivi et l'évaluation. FLINT, quant à lui, collecte des données supplémentaires pour moderniser le RICA, et MEF4CAP apportera une numérisation supplémentaire qui pourrait être pertinente pour le futur Réseau d'information durable agricole (RIDA).

Enrichir et étendre les sources de données/bases de données existantes

Les indicateurs sont un outil essentiel pour les évaluations de la PAC.

Outre le fait d'apporter de nouvelles données pour les indicateurs existants (par ex. les données des satellites et des capteurs de MEF4CAP ou les données tirées de Sentinelles de Sen4CAP), ces projets élaborent également de nouveaux indicateurs qui peuvent être pertinents pour les évaluations futures de la PAC (par ex. les indicateurs de durabilité créés par FLINT ou les indicateurs agro-environnementaux de NIVA).

Fournir de nouvelles et/ou de meilleures données pour les indicateurs et élaboration de nouveaux indicateurs

Lier les bases de données est essentiel pour les autorités de gestion et les évaluateurs.

Le principal objectif de MIND STEP, par exemple, est l'élaboration d'un cadre de données intégré regroupant le RICA et d'autres bases de données économiques agricoles. De même, MEF4CAP cherche également à relier les ensembles de données nationales pour une utilisation plus large dans les évaluations des politiques. En ce qui concerne NIVA, ce projet vise à créer des produits axés sur l'interopérabilité entre le SIGC et les systèmes d'information de gestion agricole.

Création d'interfaces entre des bases de données non reliées auparavant

Les projets menés au niveau de l'UE témoignent de la coopération entre les parties prenantes pour améliorer la gouvernance des données.

Les exploitants, les fournisseurs de données, les chercheurs, les organismes payeurs, ainsi que les évaluateurs et les autorités de gestion (ces dernières étant les principales parties prenantes pour la conception et la gestion des évaluations) peuvent tous travailler de concert pour faciliter une meilleure gestion des données. Outre les liens étroits entre les chercheurs et les organismes payeurs, le NIVA offre une preuve supplémentaire de l'approche multi-acteurs utilisée pour le développement d'indicateurs.

Améliorer la gouvernance de la gestion des données



Autres considérations pour l'utilisation des résultats des projets au niveau de l'UE

Les résultats des discussions sur les projets au niveau de l'UE présentés lors de l'atelier, leur application pratique et la contribution des experts, ainsi que les discussions de groupe, ont apporté d'autres considérations concernant l'utilisation des résultats des projets.

Adaptation des systèmes et des outils

L'adaptation des systèmes de collecte de données et de suivi existants peut faciliter l'utilisation des résultats des projets de l'UE dans différents contextes. Les adaptations peuvent aider à définir des points de données supplémentaires ou différents pour la mesure et l'inclusion de fréquences de collecte supplémentaires ou différentes ou pour l'élargissement du type ou de la taille de l'échantillon.

Implication des autorités de gestion et des évaluateurs

Les projets au niveau de l'UE présentés lors de l'atelier concernaient principalement des organismes payeurs. Cependant, une collaboration plus étroite avec les autorités de gestion et les évaluateurs, qui sont les acteurs clés de l'évaluation, et les chercheurs qui sont à la fois utilisateurs de données (données Sentinelle, données sur les agriculteurs, etc.) et développeurs d'outils, peut faciliter l'utilisation des résultats des projets de l'UE au niveau des États membres à des fins d'évaluation.

Gérer la charge pour les agriculteurs

La mise en œuvre pratique de ces projets de l'UE au niveau des États membres souligne la nécessité de trouver un équilibre entre la quantité d'informations pouvant être demandées aux agriculteurs (souvent des informations personnelles sensibles) et la quantité d'informations déjà disponibles via d'autres sources. La collecte de données « pour » l'exploitant et pas seulement « de » l'exploitant a été au cœur de ces projets, en veillant à ce que, dans la mesure du possible, toute « charge » potentielle vise essentiellement à utiliser les données pour développer/améliorer la politique et, en fin de compte, bénéficier à l'exploitant. ■

Élaboration de méthodologies et d'indicateurs

Certains projets au niveau de l'UE proposent une méthodologie normalisée pour la collecte de données ou l'élaboration d'indicateurs, comme la création de registres de données pour la collecte de données spécifiques ou la collecte normalisée de données spatiales et micro. Les méthodologies d'évaluation peuvent également envisager l'utilisation des indicateurs établis par ces projets, comme les indicateurs de durabilité proposés par FLINT ou les indicateurs agro-environnementaux du NIVA.

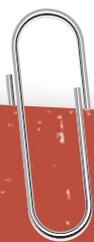
Formation et transfert de connaissances

Des formations à l'utilisation de ces nouvelles données, de ces nouveaux systèmes ou de ces nouveaux indicateurs peuvent être utiles, en raison du haut niveau d'expertise technique requis (par ex. pour la modélisation statistique spatiale, la modélisation au niveau de l'exploitation agricole ou pour la conception d'indicateurs environnementaux très complexes). Le transfert de ces connaissances peut même être réalisé au moyen d'événements déjà organisés dans le cadre de ces projets au niveau de l'UE ou d'autres événements ou réunions adaptés aux besoins des autorités de gestion et/ou des évaluateurs.

Explorez les [présentations et le rapport d'atelier](#)

Nouveau rapport : Impact des mesures de la PAC sur l'objectif général « [production alimentaire viable](#) »





Retour aux fondamentaux : LUCAS 2022 pour de meilleures évaluations environnementales

L'occupation et l'utilisation des sols revêtent une grande importance dans la définition et l'évaluation des politiques agricoles et environnementales communes.

L'enquête statistique aréolaire sur l'utilisation/l'occupation des sols (« *Land Use and Coverage Area frame Survey* », LUCAS) est un programme européen d'enquête sur le terrain, lancé en 2001 et mis en œuvre par Eurostat. Elle utilise une méthodologie d'enquête normalisée et fournit des statistiques harmonisées sur l'utilisation et l'occupation des sols dans l'Union européenne (UE). En outre, elle fournit des informations sur l'agriculture, l'environnement, les paysages, le développement durable, des éléments de terrain pour le calibrage des images satellite, un registre de points pour des enquêtes spécifiques (tel que le sol, la biodiversité, etc.) et pour le noyau du réseau européen de collecte de données *in situ*.

Les données LUCAS sont principalement recueillies par des observations directes effectuées par des enquêteurs sur le terrain (*in situ*) ou par photo-interprétation si l'observation directe est trop coûteuse ou difficile. Elle s'étend sur l'ensemble du territoire de l'UE et repose sur une méthodologie d'enquête normalisée du point de vue du plan d'échantillonnage, des classifications, des processus de collecte de données et d'estimateurs statistiques qui sont utilisés pour obtenir des estimations harmonisées et non biaisées de l'utilisation et de l'occupation des sols.

Le module est prévu pour 93 000 points LUCAS et vise une représentativité spatiale au niveau de l'État membre et potentiellement aussi au niveau NUTS 2.

Pour 2022, un module spécifique LUCAS Land Features (LF – particularités topographiques) sera mis en œuvre pour compléter les données Copernicus sur les petits éléments boisés. Le module est prévu pour 93 000 points LUCAS et vise une représentativité spatiale au niveau de l'État membre et potentiellement aussi au niveau NUTS 2. Ce nouveau module fournit une quantification cohérente des LF au niveau de l'UE et des États membres, avec des informations sur les différents types de LF.



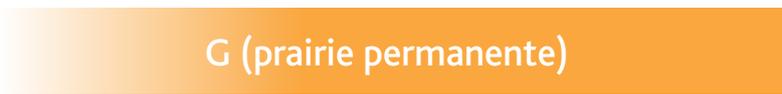
Envoyez vos questions à :

info@ruralevaluation.eu





W (LF boisé)



G (prairie permanente)



T (prairie temporaire)



D (fossés)



P (étangs)



S (pierres)



C (LF culturel)



Dans ce contexte, les caractéristiques du paysage sont définies comme de petits fragments de végétation naturelle ou semi-naturelle dans le paysage agricole qui fournissent des services écosystémiques et soutiennent la biodiversité. Cette caractéristique permet de distinguer différents types de caractéristiques des sols : la végétation ligneuse, le LF prairie/herbacé permanent, le LF herbacé temporaire, les fossés et les ruisseaux, les petits étangs et les zones humides, les murs de pierres, les cairns, les terrasses et les éléments culturels.

Les données LUCAS sur les LF non ligneuses peuvent être combinées avec les données Copernicus sur les petits éléments ligneux. L'approche simple, harmonisée et scientifique de la définition et de la typologie des LF est essentielle pour les évaluer dans le contexte de la PAC.

Les définitions et les protocoles d'enquête simplifiés seront mis à la disposition des États membres pour leurs propres activités d'enquête et de surveillance des LF. ■



En savoir plus sur [LUCAS](#)

La Commission publie les [résultats d'une nouvelle évaluation des règles communautaires en matière d'aides d'État en faveur de l'agriculture, de la sylviculture et des zones rurales](#)



CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS PASSÉS ET À VENIR

Veillez noter qu'en raison de la situation actuelle engendrée par la COVID-19, de nombreux événements sont annulés ou reportés. Cette liste n'est donc qu'indicative, et nous vous encourageons à consulter les sites web respectifs des événements auxquels vous souhaitez participer pour savoir si l'événement est maintenu ou non.

- **En ligne - à déterminer** - 16^e Groupe de pilotage des réseaux ruraux
[Lire la suite >>>](#)
- **Danemark - 10 septembre 2021 - 14^e Conférence biennale:** EES Évaluation dans un monde incertain : Complexité, légitimité et éthique
[Lire la suite >>>](#)
- **En ligne - 17 septembre 2021** - 26^e réunion du Groupe d'experts pour le suivi et l'évaluation de la PAC
[Lire la suite >>>](#)
- **En ligne - octobre 2021** - 18^e atelier de bonnes pratiques
[Lire la suite >>>](#)
- **En ligne - à déterminer** - Assemblée des réseaux ruraux
[Lire la suite >>>](#)

Que se passe-t-il dans VOTRE État membre ?

Partagez les événements en rapport avec
l'évaluation en envoyant un courrier électronique à
info@ruralevaluation.eu

Le Helpdesk Évaluation travaille sous la supervision de l'Unité C4 (Suivi et Évaluation)
de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne.

*Le contenu de cette lettre d'information ne reflète pas nécessairement
le point de vue officiel de la Commission européenne.*

Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural

BE-1040 Brussels, Boulevard Saint Michel 77-79 (Métro Montgomery/Thieffry) • **E-mail:** info@ruralevaluation.eu

Site web: <http://enrd.ec.europa.eu/evaluation/> • **Tél.** +32 2 737 51 30

Équipe éditoriale: Myles O. Stiffler, Hannes Wimmer • **Graphisme:** Karott' SA

Collaborateurs: Michael Assouline, Stefan Becker, Andrea Furlan, Julia Gallardo Gómez, Regina Grajewski, Joanna Kiszko, Valdis Kudins, Eduardo Serrano Padiar, Marili Parissaki, Marta Perezsoba, Sari Rannanpää, Andreas Resch, María Coto Sauras, Andrea Schievano, Myles O. Stiffler, Jean-Michel Terres, Hannes Wimmer.
